



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)

Terrasses de la Chaudière

4th Floor, 10 Wellington Street

4th etage, 10, rue Wellington

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet National Cybercrime Solution Projec Solution nationale en matière de cybercriminalité	
Solicitation No. - N° de l'invitation M7594-205915/D	Amendment No. - N° modif. 005
Client Reference No. - N° de référence du client M7594-205915	Date 2021-05-18
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-155-39352	
File No. - N° de dossier 164xl.M7594-205915	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2021-06-22 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Kumar, Rajesh	Buyer Id - Id de l'acheteur 164xl
Telephone No. - N° de téléphone (613) 914-7906 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La présente modification 005 de l'invitation à soumissionner vise à :

1. Afficher les questions et réponses

1.) Questions et réponses:

Question #	Question	Response
70	La section 7.7(iii) de la partie 7 comprend une clause d'indemnisation relative à la propriété intellectuelle qui est à la fois redondante (en raison de la clause relative à la violation de la propriété intellectuelle figurant dans les Conditions générales 2035) et d'une portée déraisonnable (étant donné qu'elle ne comporte pas les limitations figurant dans les Conditions générales). Il est ESSENTIEL que la section 7.7 (iii) soit supprimée de la DP.	Les exigences du Canada sont telles qu'elles sont énoncées. Les modalités demeurent inchangées.
71	<p>Question et réponse 5 – Modification 2</p> <p>Votre réponse à cette question empêche les soumissionnaires d'utiliser des références de projets acquises par le biais de travaux effectués dans d'autres pays par une société mère ou par des sociétés affiliées pertinentes opérant dans le monde entier.</p> <p>Nous sommes une organisation mondiale et nous utilisons ces références de façon courante dans de nombreux marchés publics fédéraux. Le fait de nous restreindre aux seuls projets de référence au Canada affectera considérablement notre capacité à répondre à cette demande de propositions. Nous vous demandons</p>	<p>La réponse du Canada à la question 5 de la modification 2 ne restreint pas le secteur géographique où le soumissionnaire doit avoir acquis l'expérience. La réponse fournie précise la définition que donne le Canada du terme « soumissionnaire » et l'utilisation des « projets antérieurs similaires » dans la Soumission technique. Le soumissionnaire devra prouver qu'il possède de l'expérience pour la totalité des exigences énoncées dans la DP.</p>

	respectueusement de revoir et de reconsidérer votre réponse afin de permettre aux soumissionnaires, avec des structures organisationnelles constituées de sociétés mères et de sociétés affiliées en fonction de la géographie, de citer des projets de référence pertinents provenant de travaux effectués à l'extérieur du Canada.	
72	Est-ce qu'il revient au soumissionnaire de mettre en œuvre les protections des données Protégé B demandées par le Conseil du Trésor pour les environnements hébergés/ne faisant pas partie de l'aaS de la GRC?	<p>L'entrepreneur est responsable de rencontrer les exigences de sécurité définies dans ce document pour tout environnement applicable. Notez que les protections des données Protégé B demandées par le Conseil du Trésor ont été utilisées pour déterminer ces exigences de sécurité.</p> <p>En ce qui concerne la solution prototype hébergée dans l'espace infonuagique laaS de l'entrepreneur, l'entrepreneur n'est pas tenu d'utiliser un environnement qui rencontre toutes les exigences de protection du Secrétariat du Conseil du Trésor.</p> <p>L'entrepreneur est responsable de rencontrer les exigences de sécurité définies dans ce document pour tout environnement applicable. Notez que les protections des données Protégé B demandées par le Conseil du Trésor ont été utilisées pour déterminer ces exigences de sécurité.</p> <p>En ce qui concerne la solution prototype hébergée dans l'espace infonuagique SaaS de l'entrepreneur, l'entrepreneur n'est pas tenu d'utiliser un environnement qui rencontre toutes les exigences de protection du Secrétariat du Conseil du Trésor.</p> <p>L'entrepreneur est responsable de rencontrer les exigences de sécurité définies dans ce document pour tout environnement applicable. Notez que les protections des</p>
73	Est-ce qu'il revient au soumissionnaire de mettre en œuvre les protections des données Protégé B demandées par le Conseil du Trésor pour les environnements hébergés/ne faisant pas partie du SaaS de la GRC?	
74	Le soumissionnaire doit-il obtenir une autorisation d'exploitation (Protégé B) pour les environnements en dehors de l'espace Protégé B de la GRC?	

		données Protégé B demandées par le Conseil du Trésor ont été utilisés pour déterminer ces exigences de sécurité
		En ce qui concerne la solution prototype hébergée dans l'espace infonuagique de l'entrepreneur, l'entrepreneur n'est pas tenu d'utiliser un environnement qui rencontre toutes les exigences de protection du Secrétariat du Conseil du Trésor.
75	Veillez confirmer si la page couverture signée comprenant les pages de modifications (PDF, page 1 de 1) doit être renvoyée avec la réponse du client à l'étape de la DP.	Oui
76	Veillez confirmer si la réponse à l'annexe J doit être soumise dans le cadre de la solution de bac de sable mentionnée au point 3.4b)(9), Section I : Soumission technique.	Oui
77	Veillez confirmer la phase au cours de laquelle il faut répondre aux exigences des sections 6.1, 6.2 et 6.3 de la partie 6.	Conformément à la partie 6 de la DP, les conditions doivent être respectées avant l'attribution d'un contrat.
78	Veillez confirmer que la GRC fournira les services indiqués dans le tableau G-1 de l'annexe G en dehors de la présente DP et que les coûts ne seront pas compris dans les tableaux de l'annexe B – Base de paiement.	Le Canada confirme que la GRC ne se servira pas de la présente DP pour l'acquisition des services mentionnés dans au tableau G-1 de l'appendice G, et que les coûts qui y sont associés ne sont pas inclus dans les tableaux de l'annexe B, Base de paiement.
79	<p>Selon le paragraphe 7.4 b) de la DP, l'entrepreneur doit veiller « à ce que la solution demeure compatible avec toutes les versions futures d'iOS, d'Android et des navigateurs Web suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Internet Explorer Google Chrome Firefox 	<p>Le Canada est à la recherche d'une solution novatrice qui peut s'adapter et évoluer avec les progrès technologiques pendant toute la durée du contrat. Ce qui veut dire que l'entrepreneur doit veiller à ce que la solution demeure compatible avec toutes les versions futures d'iOS, d'Android et des navigateurs Web suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Internet Explorer

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-205915/D
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-205915

Amd. No. - N° de la modif.
005
File No. - N° du dossier
155xl.M7594-205915

Buyer ID - Id de l'acheteur
164XL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

	<ul style="list-style-type: none">• Safari » <p>Il n'est pas possible pour l'entrepreneur de garantir que la solution demeure compatible avec les systèmes d'exploitation mobile et les navigateurs Web susmentionnés pour toute la durée du contrat (11 ans). De plus, Internet Explorer atteindra la fin de son cycle de vie le 17 août 2021 et sera remplacé par Edge. Par conséquent, il est ESSENTIEL que la DP soit modifiée comme suit :</p> <p>Le gouvernement du Canada exige que l'entrepreneur veille à ce qu'au moment de l'attribution du contrat, la solution demeure compatible avec la version actuelle de toutes les versions futures d'iOS, d'Android et des navigateurs Web suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Internet Explorer• Edge• Google Chrome• Firefox• Safari	<ul style="list-style-type: none">• Google Chrome• Firefox• Safari <p>Le Canada ne s'attend pas à ce que la solution demeure compatible avec les produits logiciels mentionnés ci-dessus une fois que leur date de fin de vie sera atteinte et que leurs vendeurs ne fourniront plus de mises à jour de sécurité.</p>
--	---	---

TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES RESTENT INCHANGÉS.